

GLOBAL COMPACT

COMMUNICATION SUR LE PROGRES 2021-2022



PRESENTATION DE LA STRUCTURE - *HISTORIQUE DU GIP LABÉO*



EDITO

« ...En 2021 et ce alors que nous étions engagés aux côtés du corps médical pour la première fois de notre histoire, alors que 15 plans de continuité d'activités avaient pu être mis en place avec des collaborateurs impliqués, inventif et sous tension, nous décidions de donner un sens nouveau à nos métiers et nos actions. L'adhésion à Global compact pour suivre la trace de grands groupes ou de PME parfois voisines de notre propre entreprise ou de nos 6 sites sur les départements normands semblait naturel.

Depuis, nous travaillons avec une préoccupation permanente et devenue presque réflexe ; cette démarche, cette décision, cette action englobe-t-elle notre pacte d'engagement ?

Mieux peut-être, depuis que notre organisation s'est donné progressivement les moyens de mettre en place cette démarche RSE, avec des porteuses et porteurs de projets, nous parlons mieux et donnons un meilleur éclairage de ce que nous faisons à nos propres collaborateurs mais aussi sur nos communications que ce soit pour le grand public ou pour nos clients et partenaires.

Cette démarche RSE est désormais dans notre projet d'entreprise, elle est visible, identifiée et elle comporte des objectifs.

Nous sommes persuadés aussi de son importance pour fidéliser nos collaborateurs et leur permettre d'adhérer par une autre voix peut-être à l'impact de ce que nous produisons ; des résultats, des chiffres, des conformités et parfois des anomalies souvent synonymes de problèmes ou difficultés pour nos clients. Chaque analyse nous engage !...

C'est le sens que nous souhaitons partager et celui sur lequel nous souhaitons conduire notre développement, sur nos territoires et au-delà... »

Guillaume FORTIER
Directeur Général

DROITS DE L'HOMME

2 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme **1**

Veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme **2**

9 OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE



Le respect des droits humains s'exprime dans plusieurs objectifs de développement durable de l'ONU.

LABÉO a travaillé sur ces objectifs en :

- s'engageant concrètement dans sa démarche RSE en adhérant à Global Compact en juillet 2021 et en participant Global Compact SDG Ambition Accelerator.
- Luttant contre les conduites addictives
- Favorisant les équilibres des temps de vie
- Déployant la politique RGPD
- Favorisant l'insertion des travailleurs handicapés et les personnes éloignées de l'emploi
- Restant attentif sur la parité femmes/hommes
- Donnant une dimension RSE à notre activité

Indicateurs RH sociétaux

	2021
Index égalité femmes-hommes	99/100
Part des femmes ayant eu une augmentation	66,66 %
Part des hommes ayant eu une augmentation	33,34 %
Augmentation de salaire des femmes après congé maternité	100 %
Représentation des femmes dans les 10 plus hauts salaires de l'entreprise	5
Nombre de réunions CSE	6
Nombre de réunion CSSCT	4
Nombre d'apprentis	1
Part des salariés en CDI	87,30 %
Part d'emploi des travailleurs handicapés	2,47 %

① Déploiement d'une politique Responsabilité Sociétale de l'Entreprise

En adhérent à Global Compact, le GIP LABÉO a souhaité mettre en lumière des pratiques sociétales et environnementales pratiquées de longue date mais non conscientes. Par cette démarche, nous avons voulu formaliser/écrire cette politique RSE. Cet engagement a été accéléré par la participation aux travaux du Global Compact SDG Ambition Accelerator.

Cette conscientisation nous contraint à réfléchir davantage sur nos modes de management et de gestion interne. Elle contraint à une démarche d'amélioration continue et à une forme de démarche qualité.

Pour continuer ce développement, un pôle va être dédié aux missions d'HSE-RSE avec un Responsable HSE-RSE, une technicienne HSE accompagnée de référent sur chaque site et un chargé de mission RSE et politique handicap.

Ce nouveau pôle aura un rôle important de sensibilisation auprès des collaborateurs.



② Lutte contre les conduites addictives

Des actions pour sensibiliser sur les addictives ont été mises en place afin de prévenir leurs consommations.

En novembre 2021, nous avons communiqué sur le mois sans tabac avec de l'affichage au sein de nos locaux et la distribution des kits gratuits d'arrêt du tabac.

Au sein de notre Règlement Intérieur, un article est consacré à la consommation de l'Alcool, des stupéfiants et médicaments au sein de notre structure et sur des contrôles possibles pour faire face aux addictions.

③ Equilibre des temps de vie

En travaillant sur un nouvel accord sur l'aménagement des temps de travail, la direction a souhaité permettre plus de flexibilité dans l'organisation du temps travail en proposant différents modes de temps de travail devant rester compatible avec l'activité et le besoin des managers.

Cet accord autorise la mise en place du télétravail, à raison d'une journée par semaine, pour les postes ayant des missions télétravaillables tout en restant vigilant aux bonnes conditions de travail et en évitant l'éloignement.



④ Déploiement de la RGPD

Une déléguée à la protection des données a été recrutée afin de mettre en œuvre en conformité notre structure avec la RGPD afin de protéger les données personnelles de nos salariés.

Avec l'entrée en vigueur de la RGPD et ses exigences le 25 mai 2018, notre entreprise est désormais tenue de protéger avec diligences les données personnelles de nos salariés, de nos clients et partenaires et de fournir la preuve de la façon dont ces données sont traitées et protégées.

5 Favoriser l'insertion

- Politique Handicap

Une véritable politique handicap est mis en place avec le convention avec le FIPHFP afin de déployer un plan d'actions structuré. Cette politique s'articule autour 4 axes :

- ✓ Axe n°1 - Développer l'insertion des travailleurs handicapés
- ✓ Axe n°2 – Reclassement, reconversion des agents devenus inaptes et maintien dans l'emploi
- ✓ Axe n°3 – Formations des salariés et des tuteurs en relation avec les travailleurs handicapés
- ✓ Axe n° 4 - Communication, information et sensibilisation de l'ensemble des agents à tous les types d'handicaps

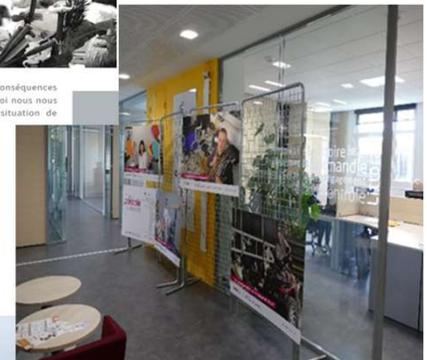
Ce convention a débuté fin juin 2022.

Auparavant de nombreux actions ont déjà été mises en place :

- ✓ Versement de 2 jours de congés pour les salariés bénéficiant d'une RQTH (par accord d'entreprise)
- ✓ Appel aux ESAT :
 - ✓ aménagements camions des préleveurs,
 - ✓ espaces verts,
 - ✓ entretien des vêtements.
- ✓ Participation au DUO DAYS
- ✓ Exposition photos de travailleurs en situation d'handicap exposée dans les locaux de LABÉO en 2017
- ✓ Challenge diversité, Handicity
- ✓ Analyse des postes pour améliorer les conditions de travail



a crise sanitaire sans précédent que nous venons de vivre aura des conséquences économiques et sociales que nous devons, ensemble, anticiper. C'est pourquoi nous nous mobilisons avec vous plus que jamais pour l'emploi des personnes en situation de



5 Favoriser l'insertion

- Insertion des personnes éloignées de l'emploi
 - Partenariat avec les missions locales
 - Découverte des métiers aux personnes concernées
 - Travailler avec des associations favorisant un public défavorisé
 - L'aménagement et l'entretien des espaces verts par l'insertion
- Parité femme / homme
 - Une surveillance des rémunérations et des promotions est réalisée tous les ans,
 - Aucune distinction n'est faite par le sexe
 - L'index concernant l'égalité femmes-hommes est de 99/100.



6 Rôle de santé publique par notre activité

LABÉO prend soin des animaux

Le Pôle Santé Animale LABÉO propose ses services aux éleveurs, aux vétérinaires et aux particuliers.

Essentiellement tournée vers les espèces équinées et bovines, l'activité de santé animale de LABÉO s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire qui ne néglige pas pour autant les autres espèces (petits ruminants, chiens, chats, parcs zoologiques, faune sauvage...).

Animés par leur enthousiasme et leur rigueur, nos vétérinaires, ingénieurs (biologistes et chimistes), chercheurs, techniciens spécialisés conçoivent la santé animale comme un tout. Notre objectif : apporter aux professionnels et particuliers amateurs, vétérinaires, éleveurs, cavaliers, industriels et autorités sanitaires des outils de diagnostic les plus performants possibles et toujours en amélioration grâce à notre pôle de recherche et développement.

Les 703 000 échantillons reçus à LABÉO chaque année couvrent entre autres les domaines du suivi sanitaire régulier des cheptels (prophylaxie bovine ovine et caprine, saison de monte équine...), des dépistages lors de transactions (ventes, exportations), épidémiosurveillance, appui lors de crises sanitaires mais aussi analyses biologiques pour des industriels du médicament ou de l'alimentation animale.

⑥ Rôle de santé publique par notre activité

LABÉO contrôle les aliments

Les prestations des services de microbiologie et de chimie alimentaire du Pôle Santé Alimentaire LABÉO sont très variées et concernent tous types de produits : produits laitiers, produits carnés, plats cuisinés, produits de la pêche, produits cidricoles, etc.

En analysant à la fois les matières premières, les produits en cours d'élaboration et les produits finis, le laboratoire est un acteur essentiel de la filière agroalimentaire :

Des analyses accréditées selon plusieurs référentiels sont proposées pour des résultats de qualité.

Le laboratoire est agréé par le ministère de l'agriculture pour la réalisation de nombreuses analyses dans le cadre de plans de surveillance en collaboration avec la DGAL et les DDPP.

L'objectif de ces analyses est de vérifier la conformité des aliments sur le plan sanitaire, autrement dit de contrôler le respect des critères microbiologiques, tant au niveau de la quantité de bactéries tolérées dans les produits (critères d'hygiène : coliformes, E.coli, staphylocoques, ...) qu'au niveau de l'absence de bactéries potentiellement pathogènes (critères de sécurité : Salmonelles, Listeria monocytogenes,...). Des prélèvements de surface, à l'aide de boîtes ou de lames contacts, sont également proposés (dénombrement de la flore aérobie mésophile, coliformes).





NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

3 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective

3

Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession

6

5 OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE



Assurer des bonnes conditions de travail est une des valeurs fondamentales de LABÉO afin de préserver la santé de nos salariés et le souhait de les fidéliser en valorisant une vraie culture d'entreprise.

Pour réussir dans ce domaine, nous travaillons sur différents axes :

- Favoriser les relations avec les instances représentatives du personnel. Nous avons négocié sur différents éléments - Sur la parité, l'accord GPEEC signé ainsi que celui signé sur l'égalité femmes-hommes ; Sur le respect des représentants du personnel, un accord syndical signé.

Cela rentre aussi dans notre souci de respecter les droits des salariés.

- Le développement des compétences par la convention
- Un conventionnement avec le SDIS pour favoriser le recrutement de pompier volontaire
- Un accent pour développer un management de la santé et sécurité au travail.

① Les relations avec les instances représentatives du personnel

Au sein de notre structure, il y a 2 instances :

- Le Comité Social et Economique qui se réunit régulièrement environ tous les trimestres
 - Différents accords ont été négocié avec les partenaires sociaux
 - Aménagement du Temps de Travail
 - Négociation Annuelle Obligatoire
- La Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail qui se réunit en fonction des sujets à aborder et en amont du CSE afin de l'en informer

③ Conventonnement avec les pompiers

Adjoint au chef de pôle Prélèvements et référent HSE (Hygiène Sécurité Environnement) au laboratoire interdépartemental LABÉO depuis 8 ans, Steven LOYAN est aussi sapeur-pompier volontaire depuis 10 ans au Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados (SDIS14).

Depuis juin 2022, LABÉO permet à Steven de s'absenter de son poste au laboratoire afin de partir en intervention dès que le SDIS14 déclenche une alerte de secours à la population.

② Le développement des compétences

A travers la politique formation, il est donné la possibilité à chaque salarié de développer ses compétences à travers des formations adaptées.

Depuis 2 ans, il a été mis en place un parcours de formation pour les nouveaux managers afin de leur donner toutes les clés de réussite dans leurs nouvelles fonctions d'encadrement.

Un parcours d'intégration a été déployé dès le 1^{er} jour de l'arrivée d'un nouveau collaborateur qui se matérialise par une visite de l'entreprise et un accueil sécurité et qualité pour donner l'ensemble des éléments de connaissances de l'entreprise à ces nouveaux salariés.



4 La santé-sécurité au travail

Le déploiement d'un système de management de la santé et sécurité au travail est un axe important pour notre structure qui se caractérise par :

- La mise à jour du document unique (DUERP)
- L'utilisation du logiciel HSE Tools permettant de faciliter la gestion des risques
- Le programme annuel de prévention des risques professionnels
- Animation des équipes de référents et de relais sur l'ensemble des sites afin que la politique HSE soit déployé sur l'ensemble des sites
- Analyse des accidents de travail pour identifier les actions correctives à mettre en place
- Réalisation d'audit HSE dans les différents services avec une priorité à ceux en difficultés
- Mise en place d'indicateurs
- Rédaction d'un projet de service HSE
- Mise en place d'un plan d'action d'amélioration

Un accent doit être mis sur la santé et sécurité au travail pour éviter que les salariés ne se retrouvent en difficulté, c'est l'affaire de tous : directions, managers et salariés.

Dans ce cadre, il est important d'impliquer l'ensemble des partenaires internes et externes, de la CSSCT et les équipes pluri-disciplinaires de service interprofessionnel de la médecine du travail.

Dans ce cadre, nous souhaitons aussi mettre en place de nombreux indicateurs de suivi pour permettre un pilotage de l'activité,





ENVIRONNEMENT

2 PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement

7

Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

8

7 OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE



Dans le cadre de notre politique environnement et de par notre activité, nous avons à cœur d'être un acteur majeur en étant reconnu pour notre engagement dans la protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique.

Nous intervenons sur différents objectifs de développement durable :

- Activité : Analyses sur les eaux sanitaires, les déchets et composts, la radioactivité ...
- Déploiement des actions pour le plan de déplacement entreprise
- Participation à des actions de sensibilisation avec le projet « Cool Food »

① Attention particulière à l'environnement par notre activité

Eaux sanitaires

LABÉO est agréé depuis plus de 40 ans par le Ministère de la Santé pour le contrôle des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux de piscines et de baignade. Les analyses portent sur la surveillance hygiénique et l'étude de la qualité et de la salubrité des eaux d'alimentation et de distribution publique, des puits privés et des eaux à usage industriel ainsi que la surveillance hygiénique des eaux de loisirs (piscines, baignades en eaux douces et en mer, établissements de cures marines).

LABÉO réalise à ce jour le contrôle sanitaire du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Orne et de la Seine Maritime.

Les recherches de pesticides et de molécules organiques, toujours plus complexes, occupent une place prépondérante dans les contrôles.

LABÉO, en tant que laboratoire de proximité, apporte aux particuliers, aux industriels, aux artisans, aux éleveurs et aux collectivités territoriales, un outil de contrôle et de surveillance de leurs eaux en s'adaptant à leur demande.

Pour répondre à l'obligation réglementaire de l'arrêté du 01.02.2010, le laboratoire réalise des dénombrements de Légionelles dans différents établissements de santé et différents établissements recevant du public (campings, hôtels, collèges ...).

Déchets et composts

Divers déchets tels que déchets industriels, déchets solidifiés stabilisés, sables, résidus de curage, déchets de voirie, boues, sont traités et analysés au laboratoire.

LABÉO dispose d'une expérience de plus de 15 ans dans l'analyse de ces déchets, elles portent sur le produit brut et sur le produit après lixiviation. Ces analyses permettent notamment de répondre à la réglementation en vigueur pour les déchets inertes (arrêté du 28 octobre 2010) ainsi que pour les déchets dangereux en vue de leur stockage.

De plus en plus, le laboratoire est sollicité pour l'analyse du plomb après lixiviation dans les déchets de chantiers de démolition en vue de leur stockage.

LABÉO réalise aussi des analyses de mâchefers d'usine d'incinération MIDND (Mâchefers d'Incinérations de Déchets Non Dangereux) en accord avec la réglementation. Divers déchets tels que déchets industriels, déchets solidifiés stabilisés, sables, résidus de curage, déchets de voirie, boues, sont traités et analysés au laboratoire.

Ces analyses permettent notamment de répondre à la réglementation en vigueur pour les déchets inertes (arrêté du 28 octobre 2010) ainsi que pour les déchets dangereux en vue de leur stockage.

① Attention particulière à l'environnement par notre activité

Radiactivité







LE LABORATOIRE LABÉO

Pôle d'analyses et de recherche de Normandie

Vous accompagnez dans vos analyses de radioactivité :

UNE PRESTATION GLOBALE

- > Réalisation des prélèvements, échantillonnages et transports
- > Service de proximité et intervention rapide (en cas d'urgence)
- > Équipe spécialisée pour vos analyses de radioactivité
- > Matériel de pointe pour la réalisation des analyses réglementaires
- > Transmission rapide des résultats validés
- > Fourniture de certificats de non-radioactivité

ANALYSES SOUS ACCRÉDITATION ET AGRÈMENTS

 ACCRÉDITATION N°1-6185.
PORTÉE DISPONIBLE SUR WWW.COFRAC.FR

Agréé par l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN)
Portée détaillée sur www.asn.fr

Réseau National de Mesures de la radioactivité de l'environnement (RNM)

Agréé par le Ministère de la Santé
Portée détaillée sur www.sante.gouv.fr

Agréé par le Ministère de l'Agriculture
Portée détaillée sur www.agriculture.gouv.fr

ANALYSES DE RADIOACTIVITÉ DANS L'EAU ET L' ENVIRONNEMENT

> Eaux destinées à la consommation humaine
> Suivi des milieux environnementaux

> Gestion des effluents et des déchets
> Air intérieur

Échantillons	Analyses	Délais* maximum
Eaux de consommation (contrôle sanitaire)	Tritium Activité Alpha et Bêta globales	12 jours
Eaux de consommation (contrôle sanitaire)	Radon 222	5 jours
Eaux de mer Eaux de processus Eaux de rejets (industriels, hôpitaux...) Piezomètre	Tritium Activité Bêta globale Emetteurs Gamma : Technétium 99, Iode 131, ... Equivalent Strontium 90	7 jours
Sols, sédiments & boues Déchets, Végétaux Bioindicateurs (algues, coquillages, lait...)	Activité Bêta globale Emetteurs Gamma artificiels et naturels tels que : Césium 134 et 137, Américium 241, ... Equivalent Strontium 90 Plomb 210, Radium 226	3 à 12 jours
Air intérieur	Radon	Nous consulter

ANALYSES DE RADIOACTIVITÉ DANS LES ALIMENTS

> Auto-contrôles des denrées alimentaires
> Analyses : pour l'exportation ou l'importation de denrées alimentaires

> Alertes sanitaires radiologiques

Matrices-Aliments	Analyses	Délais* maximum
Denrées d'origine animale (viandes, produits laitiers,...) Produits de la pêche Végétaux Produits transformés.	Émetteurs gamma : Iode 131, Cobalt 60, Césium 137, ...	48h
	Emetteurs Bêta Equivalent strontium 90	12 jours

② Déploiement des actions du plan de déplacement entreprise

Dans le cadre notre accord sur le plan de déplacement entreprise avec les représentants du personnel. Des actions sont mises en place pour encourager et accompagner les salariés à utiliser des modes de transports alternatifs à l'utilisation seule d'un véhicule. Le plan de mobilité a plusieurs objectifs :

- Renforcer notre compétitivité (Rationalisation des dépenses, amélioration de la qualité de vie des salariés, renforcement de l'attractivité tant en interne qu'en externe)
- Préserver la santé des salariés
- Protéger le climat

Pour permettre l'atteinte de ces objectifs des actions sont mises en places :

- Politique d'achat de véhicules plus propres
- Formation du personnel à l'éco-conduite
- Installation des bornes électriques sur le parking à disposition des salariés
- Privilégier les réunions en visio plutôt que de faire des déplacements
- Inciter au covoiturage (Plateforme Karos mis à disposition de l'ensemble des salariés)
- Faire la promotion des mobilités douces (Installation d'abris à vélo et de bornes électriques pour recharge vélo & trottinette)
- Communication de la mise en œuvre des actions

③ Participation à des actions de sensibilisation

Projet cool Food

1 - Cool Food Pro est un projet européen financé par le Programme Interreg France (Manche) Angleterre visant à accompagner le secteur de la restauration collective privée et publique en Angleterre et en France, vers des changements de pratiques plus durables.

2 - OBJECTIFS DU PROJET ET PARTENAIRES : 1,000T de CO2 non émis. EN FRANCE, 6 SITES PILOTES DÉJÀ ENGAGÉS.

3 - Engagement de LABEO, par la réalisation d'audits auprès de nos clients et accompagnement pour réduire les tonnes de CO2 émis dans le secteur de la restauration collective.

3 - LEVIERS SUR LESQUELS LE PROJET ACCOMPAGNE LES SITES VOLONTAIRES

a/ Augmenter la part de produits bio pour limiter l'exposition des aliments aux pesticides et répondre au critère des 20% de la loi EGAlim

b/ Dynamiser le territoire en choisissant des produits locaux

c/ Favoriser des produits de saison pour améliorer la qualité nutritionnelle et gustative des fruits et légumes et limiter le déplacement des produits

d/ Diversifier les sources de protéines pour répondre aux enjeux du repas hebdomadaire végétarien préconisé par la loi EGAlim et les recommandations nutritionnelles françaises

e/ Faire des économies financières en limitant le gaspillage pour faciliter l'achat de produits de meilleure qualité



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

1 PRINCIPE DU PACTE MONDIAL

Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

10

3 OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE



La lutte contre la corruption au sein de notre structure s'inscrit dans la sincérité et notre crédibilité auprès de nos clients.

Tout ceci se caractérise une politique d'achat conditionnée par les marchés publics et le contrôle des finances et de la gestion par la chambre régionale des comptes ainsi que la certification des comptes par un commissaire aux comptes.

La crédibilité de nos analyses est conditionnée à leurs accréditations par le COFRAC qui est l'outil de base de notre système qualité.

① Marché public

Notre structure étant une entité publique est soumise aux règles des marchés publics.

L'application des règles du Code des marchés publics aux contrats qui y sont soumis a pour but d'assurer le respect des principes fondamentaux et de satisfaire les objectifs de la commande publique que sous-tend le code.

L'objectif du lien entre marchés publics et respect de la concurrence est d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

Cette procédure nous permet d'assurer une transparence dans le cadre de notre politique d'achat.



② Contrôle des finances par la CRC – Certification des comptes

Contrôle chambre régionale des comptes

Comme pour les marchés publics, notre structure rentre dans le périmètre des chambres régionales des comptes et notamment de leur contrôle.

Conformément au code des juridictions financières, la chambre régionales de comptes, à titre principal, une triple compétence sur les collectivités territoriales et leurs établissements publics : jugement des comptes des comptables publics ; contrôle des comptes et de la gestion ; contrôle des actes budgétaires. Elles participent également à l'évaluation des politiques publiques mises en œuvre localement dans le cadre d'enquêtes thématiques conduites en liaison étroite avec la Cour des comptes. Par leurs observations, elles obtiennent la correction d'irrégularités et le redressement d'erreurs de gestion. Elles contribuent ainsi à la transparence de la gestion publique.

Certification des comptes

Chaque année, nos comptes sont certifiés par un commissaire aux comptes pour certifier que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat, de la situation financière et du patrimoine de l'entreprise.

La régularité est la conformité aux règles et procédures en vigueur.

La sincérité est l'application de bonne foi des règles, en fonction de la connaissance que les responsables des comptes ont normalement de la réalité et de l'importance des opérations, événements et situations.

3 Certification qualité

Pour satisfaire nos clients et assurer ses performances, LABÉO a mis en place un Système de Management de la Qualité conforme aux exigences de la norme NF EN ISO 17025 et du document COFRAC LAB ref 02.

L'accréditation par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) reconnaît formellement les compétences de LABÉO pour réaliser des analyses définies.

Cela garantit la Qualité de ses prestations accréditées et assure la confiance auprès de ses clients et partenaires :

- avec du personnel qualifié,
- avec des méthodes normalisées,
- avec des matériels contrôlés,
- avec des réactifs de qualité,
- dans des locaux adaptés,
- en respectant les règles d'impartialité et de confidentialité

LABÉO est soumis périodiquement à des audits menés par des experts pour vérifier que toutes les exigences normatives sont respectées. En conduisant une politique qualité ambitieuse, LABÉO propose un très large panel de prestations analytiques et des services associés toujours plus performants.

LABÉO se situe au premier rang des laboratoires accrédités pour la diversité des prestations réalisées sous accréditation. Sa portée flexible lui permet d'étendre et d'ajuster sa politique de développement et d'accréditation de méthode en lien avec son pôle Recherche.

Le Cofrac est une instance unique d'accréditation en France, évalue la compétence et l'impartialité des laboratoires pour vous donner confiance quotidiennement en nos prestations.

Notre laboratoire est agréé par les Ministères de l'Agriculture, de la Santé, de l'Environnement et de l'Économie et par l'Autorité de Sûreté Nucléaire pour les analyses de radioactivité de l'environnement.

Processus de pilotage LABÉO :



LABÉO est accrédité COFRAC sur un grand nombre de programmes de prélèvements et d'analyses.

